



## Les jeunes diplômés de la «génération climat» dictent leur loi aux entreprises

ENQUÊTE - Ils signent des manifestes et refusent de rejoindre des groupes qui ne seraient pas engagés dans une démarche écologique. Portrait d'une génération qui veut dicter sa loi. À 20 ans, Guillaume Majubert, étudiant à l'ESCP jure qu'il renoncera à travailler pour les entreprises qu'il juge trop peu engagées dans la transition écologique. Pour s'engager, il a signé le Manifeste étudiant pour un réveil écologique, rédigé en 2018 par des futurs diplômés de grandes écoles «Nous souhaitons profiter de la marge d'action dont nous bénéficions en tant qu'étudiants en nous tournant vers les employeurs que nous estimerons en accord avec nos revendications», conclut le manifeste.

Le cas de Guillaume est loin d'être isolé. Depuis son lancement le manifeste a recueilli 33.000 signatures. L'objectif de ces jeunes engagés pour l'environnement : faire monter la pression sur les entreprises. Depuis 2018, le collectif Pour un réveil écologique organise des opérations de communication sur les réseaux sociaux pour dénoncer les pratiques de certains groupes « qui veulent avoir l'air verts, sans l'être vraiment » , étrillent-ils sur Twitter.

Pour la plupart, ces jeunes diplômés ne souhaitent pas aller rejoindre la Zad de Notre-Dame des Landes, ni une ferme collective dans le Tan. Loin de la déclaration radicale et largement commentée de huit étudiants d'Agro Paris Tech à la remise de diplôme de mi-mai qui ont affirmé haut et fort vouloir «bifurquer», la plupart des jeunes sont prêts à rejoindre des groupes ou start-up. Mais à condition que ceux-ci respectent certains engagements.

Guillaume Majubert s'est engagé comme bénévole dans le collectif aussitôt sa classe préparatoire terminée. Pour son premier stage à l'ESCP Business School, intégrée en septembre dernier, il a choisi un fonds d'investissement immobilier spécialisé dans la régénération urbaine, dont il a pu éprouver l'engagement. «Ils affichent dans leur charte la volonté de recréer des mètres carrés de pleine terre pour obtenir une artificialisation nette des sols négative», expose-t-il. L'élève de la prestigieuse école de commerce revendique une démarche «qui accompagne les entreprises sans dogmatisme» , désapprouvant les méthodes «d'activistes qui leur tapent dessus et estiment qu'elles n'en feront jamais assez»

Une politique qui peut faire la différence

Le cas de Guillaume et des autres signataires du Manifeste étudiant pour un réveil écologique est en réalité une lame de fond. Une récente étude de l'entreprise américaine Cone montre que 64 % des milléniaux — nés entre 1980 et 1999 — sont prêts à refuser un emploi si l'employeur n'est pas assez engagé sur les questions sociales et environnementales. Un chiffre mis en exergue dans un livre blanc publié en mars 2022 par le spécialiste du recrutement PageGroup. «Le marché de l'emploi est extrêmement tendu en ce moment, nous assistons à une véritable guerre des talents, constate Isabelle Bastide, présidente de PageGroup France. Dans ce contexte, une entreprise qui met en œuvre une politique RSE sincère est en mesure de faire la différence.»

Et tant pis si cette politique RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) implique de faire une croix sur des activités souvent appréciées par les jeunes recrues. Le cabinet de conseil qui vient de recruter Valentin de Beauvoir tiendra cette année son séminaire d'entreprise à Marseille plutôt qu'à Barcelone pour éviter l'avion. «J'aurais préféré aller en Espagne, avoue ce diplômé de l'École Polytechnique, mais je juge ce choix raisonnable .» Il a beau ne pas avoir signé le Manifeste étudiant, Valentin de Beauvoir considère qu'il aurait pu refuser un poste dans une entreprise qui n'en a que faire de sa responsabilité sociétale. «Je n'aurais pas pu travailler uniquement pour des clients provenant d'industries polluantes , estime le consultant en stratégie, même si, pour l'heure, ma priorité est d'emmagasiner de l'expérience.» Il se dit convaincu que la RSE pèsera de plus en plus lourd dans ses choix professionnels au fil de sa carrière.

«Toutes les entreprises verdissent leurs rangs»

Partant de ce constat, les entreprises redoublent d'efforts. À l'instar du groupe Danone, qui s'engage depuis plusieurs années sur les questions environnementales. «Plus que jamais, les jeunes actifs orientent leurs choix professionnels vers des entreprises engagées en matière de RSE, entérine Aude Michaud, responsable sourcing et marque employeur chez Danone, qui recrute plus de 750 jeunes chaque année. Ces engagements font partie

intégrante de notre ADN, traduite par notre signature d'entreprise "One Planet. One Health" qui reflète notre vision selon laquelle la santé des hommes est indissociable de celle de la planète.»

Au même titre que d'autres variables, telles que la rémunération, l'ambiance ou l'amplitude horaire, les engagements sociétaux font désormais partie intégrante de la réputation des entreprises, et donc de leur désirabilité. Ce que les spécialistes des ressources humaines ont coutume d'appeler la «marque employeur» . Un phénomène assez nouveau. «À mon sens, 2019 a été l'année de la bascule. Tout un faisceau d'évènements, comme la loi Pacte, les feux en Australie ou le succès de l'application Yuka, ont poussé les entreprises à prendre des engagements forts» , considère Caroline Renoux, fondatrice et présidente de Birdeo, un cabinet de recrutement spécialisé dans la RSE. Preuve de cette prise de conscience généralisée des entreprises, le chiffre d'affaires de Birdeo est en nette croissance ces dernières années. «Toutes les entreprises verdissent leurs rangs : les fonds d'investissement, les grandes entreprises, les cabinets de conseil, et toutes les entreprises de taille intermédiaire» , liste Caroline Renoux.

Un critère parmi d'autres ?

Le niveau de rémunération et le contenu du poste restent malgré tout des critères prépondérants. Selon la dernière enquête annuelle de la Conférence des grandes écoles sur l'insertion professionnelle des étudiants, la politique RSE figure à la dixième place au tableau des critères de l'emploi, cité par 5,5 % des sondés. Le montant du salaire, lui, est mentionné par 34 % des sondés.

À l'image de cette hiérarchie des critères, Clara\* a choisi de réaliser son stage de fin d'études chez Bayer, géant de l'agrochimie, et invoque le motif de la rémunération. «Vous n'imaginez même pas combien je gagne», lâche, espiègle, la future ingénieure agronome. Et de poursuivre : «Les boîtes comme Bayer sont systématiquement montrées du doigt, mais quoi qu'on en pense, ces spécialistes de l'agroalimentaire ne sont pas prêts de disparaître et finiront bien par évoluer» . Idem pour l'aviation, selon Paul Foujols, récemment embauché en CDI par une compagnie aérienne comme pilote de ligne. Un «rêve de gosse» pour le jeune homme de 25 ans. «Je suis passionné, raconte-t-il. Je ne me suis jamais demandé si ce métier est polluant ou non.» Pour autant, Paul Foujols se révèle très sensible aux progrès du secteur aérien pour limiter son impact sur l'environnement. «Aujourd'hui, on ne produit plus que des avions de taille raisonnée qui consomme beaucoup moins», se félicite le jeune pilote, qui espère un jour tenir le manche d'un avion zéro carbone.